

Conversation entre Vincent Auriol et André François-Poncet (28 décembre 1949)

Légende: Conversation entre le président français Vincent Auriol et le haut-commissaire de la République française en Allemagne, André François-Poncet, sur le futur statut de la République fédérale d'Allemagne et sur ses relations avec les Alliés.

Source: AURIOL, Vincent. Journal du Septennat (1947-1954). NORA, Pierre; OZOUF, Jacques (sous la dir.). Volume III: 1949. Paris: Librairie Armand Colin, 1977. 657 p. p. 456-462.

Copyright: Auriol Vincent, Journal du Septennat (1947-1954). Tome III:1949, pp. 456-462. (c) Armand Colin

URL: http://www.cvce.eu/obj/conversation_entre_vincent_auriol_et_andre_francois_poncet_28_decembre_1949-fr-587026c6-04e9-415f-a510-f4d1f3336c02.html

Date de dernière mise à jour: 18/12/2013

Conversation entre Vincent Auriol et André François-Poncet (28 décembre 1949)

V.A. : [...] Schumacher me paraît être un nationaliste presque fasciste.

F.-P. : Oui, c'est un Hitler de gauche. C'est un Prussien. Savez-vous que ce type-là a un service de renseignements propre ? Ils ont une police secrète, la social-démocratie a une police secrète qui est maniée par Schumacher. Un jour j'ai invité à dîner ce type de chez moi qui s'occupe de la presse, le chef de bureau de presse officiel allemand, le sous-chef, et quatre journalistes allemands. Quinze jours après on m'a mis sous les yeux des pelures qui étaient le compte rendu fait au service spécial de renseignements du Parti social démocrate, le compte rendu complet de la conversation qui s'était déroulée chez moi. C'était très exact. On indiquait les présents, sauf un, ce qui me permettait de savoir qui avait fait le rapport, et les propos étaient rapportés ; il y avait un mouchard, et Schumacher a des mouchards, des agents de renseignements, c'est la police privée de ce type-là. Quand j'invite un député socialiste à venir déjeuner, il demande la permission à Schumacher.

V.A. : C'est curieux. C'est un malade d'ailleurs.

F.-P. : Oui, vous savez qu'il n'a qu'une jambe et qu'un bras. C'est terrible à voir, et il semble que ça lui a donné une violence, une virulence extraordinaire.

V.A. : Oui, alors, j'ai vu en même temps dans ce télégramme l'attitude d'Anderson et leur position, c'est très inquiétant. Je vais voir Schuman et Massigli. Moi je voudrais qu'on fasse franchement le point de nos difficultés.

F.-P. : Vous savez, Anderson est un homme de valeur, c'est un homme intelligent, c'est un homme très correct. Il fait une politique exclusivement et intégralement britannique.

V.A. : Oui, il l'a toujours faite, d'ailleurs, en Allemagne, après la première guerre.

F.-P. : Oui, il fait la même chose. Oui, et c'est ce que je racontais tout à l'heure à vos deux secrétaires généraux, il y a eu ici quelque chose qui a été à l'étranger, en Allemagne, très mauvais, c'est la séance de la Chambre, le débat sur l'Allemagne. Navrant. Ce débat en lui-même était très mauvais. Il portait à côté de tous les problèmes.

V.A. : Oui, cher ami, mais quand on voit l'attitude de Schumacher, ses discours, son nationalisme agressif, vous comprenez très bien que nous ayons des appréhensions.

F.-P. : Oui, mais, ceci dit, il n'y a pas de danger allemand, il y a un danger russe.

V.A. : Oui, oui, c'est entendu, il y a un danger allemand à plus longue échéance.

F.-P. : Oui, mais c'est un reflet du danger russe.

V.A. : Oui, mais alors, permettez-moi, je voudrais avec vous en parler très franchement, car jusqu'à présent je crois qu'on n'a pas regardé assez loin dans notre politique. Je voudrais bien savoir où l'on veut aller. Bon. Nous avons deux Allemagnes : l'Allemagne occidentale, l'Allemagne orientale. Je ne vous cache pas que moi j'étais hostile, je vous l'ai dit, si je l'ai dit, il y a un an, deux ans, j'ai dit qu'on arriverait à faire une Allemagne unique qui nous ferait chanter les uns et les autres et qui irait au plus offrant, et les plus offrants seront les Russes quand ils auront pris toutes leurs précautions et quand ils auront bien installé leurs jetons. Eh bien ! je suis persuadé qu'on va vers cela et que, l'an prochain, ils vont évacuer l'Allemagne, qu'ils vont nous mettre dans une situation impossible, que, du côté de l'Allemagne occidentale, ils vont demander la même chose. Vous ne croyez pas ? Alors les autres joueront de cela, et ils créeront un certain nationalisme. En réalité, elle va faire chanter les uns et les autres pour établir sa prédominance, et ça peut être un danger russe, oui, mais avec le danger allemand.

F.-P. : Oui, mais ça ne dépend pas de nous si les choses se sont passées comme ça. Les Russes se sont installés dans leur zone, ils ont russifié leur zone, ils ont soviétisé leur zone. Que vouliez-vous qu'on fît ? Est-ce qu'on allait rester là, le nez sur cette zone russifiée, laissant les Russes continuer de russifier cette Allemagne, et nous avec les trois gouverneurs militaires laisser ce pays, la cinquième année après la fin de la guerre, sous la coupe de généraux ? Vous savez bien qu'à ce moment-là vous avez vous-même souhaité que ce ne fussent plus des généraux. Cette Allemagne qui nous incombait, il fallait en faire quelque chose qui se rapprochera d'une vie normale.

V.A. : Oui, cher ami, mais croyez-vous qu'on pourra maintenir comme ça pendant longtemps les deux Allemagnes ?

F.-P. : Le danger, c'est que l'Allemagne de l'Ouest soit pompée, absorbée ou contaminée par l'Allemagne russifiée, c'est un grand péril et nous ne pourrions y échapper qu'en faisant aux Allemands de l'Ouest des concessions qui nous paraîtront dangereuses, des concessions qui nous seront imposées par les Américains et les Anglais, qui, dans tout ça, vont plus vite que les violons.

V.A. : Nous sommes tout à fait d'accord, et quand elle sera forte, ne croyez-vous pas qu'à ce moment-là elle essaiera, sachant très bien que nous n'accepterons pas, d'être avec l'Allemagne orientale, de faire avec l'Allemagne orientale une Allemagne unique avec un traité avec les Russes ?

F.-P. : Les Russes ont depuis six mois adopté une tactique des plus dangereuses, sans aucun doute, cette tactique nous empoisonne. Les accords de Petersberg – personne ne l'a dit et pourtant ça crève les yeux – c'est une réponse faite pour avoir quelque chose à opposer au gâteau empoisonné présenté sur une assiette par les marmitons russes. Il fallait faire quelque chose pour que nos Allemands n'aient pas l'air d'être tenus beaucoup plus serrés que les autres. Mais tout cela n'est tout de même pas couru d'avance. L'Allemagne de l'Ouest, et même celle de l'Est, détestent les Russes, se méfient d'eux et en ont très peur. Si les Russes retirent leurs troupes, tout le monde saura en Allemagne que c'est parce qu'ils ont laissé une Gestapo. A ce moment-là, nos gens, nos Adenauer et autres ne nous demanderont pas de retirer nos soldats, parce que nos soldats, nos troupes sont pour eux une protection...

V.A. : D'accord, mais croyez-vous que vous pourriez les maintenir cinq ans, huit ans, dix ans ? Quelle sera en réalité la fin des deux Allemagnes et comment la voit-on ? Moi je voudrais bien qu'on regarde cela en face.

F.-P. : Il n'y a que deux hypothèses qui mettent fin à cette division de l'Allemagne. Ou bien la Russie à un certain moment se dégingue. S'il y a des lois historiques, ou s'il y a des constantes historiques, il doit arriver un certain moment où, le tsar mourant, ses disciples se chamaillent, c'est toujours ce qui s'est produit dans l'histoire russe, il est possible que cela arrive, et que les épigones de Staline se bouffent le nez, et que tout cela s'écroule comme ça s'est bâti, c'est une chose.

V.A. : Bien aléatoire, cela, vous savez.

F.-P. : Oui, mais autre hypothèse : on obtient des Russes des élections générales sous contrôle, comme nous en avons fait dans la zone occidentale (nous leur avons proposé cela à Paris en juillet), faites à l'Est, des élections libres, et alors on fera une Allemagne unie, au lendemain de l'élection qui aura été libre et dont la liberté aura été soumise à un contrôle : alors là vous referez une Allemagne.

V.A. : Eh bien ! je crois (je ne sais pas ce qu'il y a de vrai et d'exact dans ce que je vais dire) que les Russes essaieraient de dire : « Eh bien ! reprenons les conversations pour un traité de paix, et puis neutralisons l'Allemagne. Qu'elle soit désarmée sous contrôle et qu'elle soit neutre ! » Qu'est-ce que vous penseriez, vous ?

F.-P. : Moi, je ne trouve pas ça bête. C'est une idée qui est propagée actuellement en Allemagne avec l'agrément des Russes. J'ai raconté cela. J'ai eu des difficultés à ce propos. Il y a un certain Noack, professeur, que j'ai reçu, et qui m'a raconté sa thèse neutraliste. Son idée à lui, c'est la neutralité de

l'Allemagne garantie par les quatre puissances.

V.A. : Et par l'ONU par-dessus le marché.

F.-P. : C'est ça. Alors j'ai reçu ce type-là parce que ça m'intéressait de l'entendre, mais Adenauer en a fait une histoire. Il m'a demandé des comptes et m'a dit : comment, vous recevez cet homme !

V.A. : Oui, je crois d'ailleurs avoir lu une note de vous à ce sujet.

F.-P. : Je lui ai répondu que je recevais qui je voulais.

V.A. : Bien sûr ; à moi aussi on reproche de recevoir quelquefois des délégués des organisations parasoviétiques, je dis que je les reçois parce que c'est mon devoir de recevoir tout le monde.

F.-P. : Et puis parce que j'aime beaucoup mieux avoir un contact, une impression personnelle d'un homme que j'ai vu, plutôt que de lire des papiers.

V.A. : Oui, moi je crois, vous savez, que c'est un *no man's land*, un grand territoire neutre qui serait le mieux à la condition qu'il soit désarmé, et que son désarmement soit contrôlé.

F.-P. : Oui, mais alors, qu'est-ce que c'est qu'une neutralité qui ne peut pas se défendre ? Les Suisses sont neutres, mais ils ont une armée.

V.A. : Oui, mais limitée.

F.-P. : L'armée suisse est à la mesure de sa population. A l'heure actuelle c'est une des plus fortes armées sous les armes.

V.A. : Oui, évidemment, si on n'avait pas peur des Russes, le seul moyen ce serait d'avoir des deux côtés, pour faire respecter cette neutralité, ce qui est inscrit dans la charte des Nations unies, c'est-à-dire l'armée internationale. Seulement on vous répondra qu'on n'en veut pas du côté du Rhin, parce qu'on a peur de trouver les Russes là dedans. Notez qu'on pourrait très bien faire une armée où il n'y ait ni Russes ni Américains.

F.-P. : Tout dépend de l'idée que vous vous faites des Russes. Croyez-vous que les Russes sont des types qui naviguent vers la paix ou qui se dirigent vers la guerre ?

V.A. : C'est là-dessus que je vais avoir une conversation avec Robert Schuman. Je voudrais également savoir où veulent aller les Américains.

F.-P. : Schuman ne croit pas au danger russe. Moi j'y crois.

V.A. : Moi je crois au danger de guerre dû à l'hostilité des Russes et des Américains, et nous étant aux avant-postes. Mais je voudrais savoir ce que veulent les Américains.

F.-P. : Les Américains croient qu'ils empêcheront la guerre par leur attitude ferme et décidée ; ils sont persuadés que cette attitude ferme et décidée, qui vient d'ailleurs de se marquer encore par ce que Truman a dit à propos de la Serbie, je crois que les Américains pensent, avec l'immense orgueil qu'ils ont : « Eh bien, nous ne tolérerons pas... », et qu'ainsi ils empêcheront la guerre. Moi je suis très frappé d'une chose, voyez-vous, et je trouve qu'on est bien léger de nouveau à Paris : la présence de Mao Tsé-toung le jour des soixante-dix ans de Staline, pendant que le cadavre de Kostov se balance encore au bout d'une ficelle, ça me paraît un fait terriblement troublant.

V.A. : C'est-à-dire ?

F.-P. : Eh bien ! la Chine, n'est-ce pas, Mao Tsé-toung, le général communiste, eh bien ! la première chose qu'il fait après avoir nettoyé les derniers restes de l'armée nationaliste, il va à Moscou, il va rendre hommage à Staline.

V.A. : Maintenant, vous savez, je me demande si ça durera longtemps, car Tchang Kai-chek n'est pas allé à Moscou, mais était communiste au début. Mais n'oubliez pas qu'il a à organiser de vastes territoires. Je ne méconnais pas le danger. C'est pourquoi j'ai poussé aux accords du 8 mars avec Bao-Daï, pour avoir un Etat, pour avoir la France à côté, et, dans ma lettre à Bao-Daï du 2 août dernier, j'ai dit que nous défendrions son indépendance avec au besoin le concours de l'ONU. Comme ils vont vouloir aller normalement au Conseil de sécurité, les Russes ont intérêt à ce qu'ils y soient et, comme nous sommes au Conseil de sécurité, ils ne nous attaqueront pas ; mais je crois qu'il ne faut pas non plus faire une politique passive ; les Anglais veulent reconnaître Mao Tsé-toung, il ne faut pas qu'ils se pressent trop, mais il faut que nous le reconnaissons nous aussi, pour négocier. Vous savez, Poncet, je crois que ce qu'on ne peut pas éviter, il ne faut pas attendre qu'on nous l'impose.

F.-P. : N'insistez pas, c'est un mot de Mussolini.

V.A. : Peu m'importe, il lui arrivait d'avoir du bon sens.

F.-P. : Il a dit cela en parlant de l'Anschluss autrichien, il a dit : « Et puis, quand on ne peut pas empêcher un événement de se produire, il vaut mieux qu'il se produise avec vous que contre vous ».

V.A. : Oui ! Mais moi, mon cher ami, je tire cette leçon de l'expérience de 1920 à 1924. Pour n'avoir pas fait en temps utile des offres à la démocratie allemande, on les a faites à M. Hitler.

F.-P. : Oui ! Eh bien, il vaudrait mieux ne pas recommencer. Car voyez, moi, c'est ça qui me désole. Adenauer, c'est un clérical, d'accord, c'est un bourgeois, entendu, mais c'est un monsieur qui a dit des choses qu'aucun chancelier n'a dites avant lui, et en tout cas, en les disant comme il les a dites, il se désigne aux coups de pistolet qui ont tué hier Erzberger et Rathenau, ça valait un petit mot. Eh bien ! on ne lui a rien dit, on l'a laissé tomber. Alors je crains qu'on ne dise : Puisque Brüning n'est arrivé à rien, puisque Adenauer qui est un Brüning multiplié par trois n'est arrivé à rien, c'est qu'il n'y a rien à faire du côté français, alors si cette idée, on la laisse se répandre...

V.A. : Ah non ! je ne crois pas, je crois qu'il faut obtenir d'eux qu'ils n'oublient pas ce qu'ils ont fait, il ne faut pas qu'ils se posent en victimes.

F.-P. : D'accord, mais, vous savez, les Boches ont une mentalité... Tenez, encore un mot pour lequel il faut, je crois, faire un certain crédit à Adenauer : un jour, à propos de la responsabilité collective des Allemands dans l'hitlérisme et ses excès, il a dit : je n'admets pas la responsabilité collective des Allemands, mais j'admets leur honte collective.

V.A. : Ce n'est pas mal, ça. Oui, mais ils ont aussi une responsabilité collective, les hommes libres, en démocratie, avant de passer en dictature, ont une responsabilité. Si, demain, les Français votaient en majorité pour Thorez, ils auraient la responsabilité de ce que ferait Thorez.

En ce qui concerne les Anglais, j'ai vu que, de nouveau, ils en tiennent pour leur socialisation ; quand je verrai Attlee et Bevin, je leur dirai, moi, le danger de la socialisation sans autorité internationale ou sans internationalisation, car la socialisation, c'est l'Etat propriétaire de tout cela, mais Hitler ne l'a pas eu et n'en aurait pas rêvé autant ; il faut donc l'internationalisation ; mais j'ai lu une chose, je crois, dans un télégramme de Massigli, ils veulent savoir ce qu'il y a sous le mot internationalisation ; la vérité c'est qu'on n'a jamais précisé ce que l'on voulait entendre par internationalisation du bassin de la Ruhr. Je crois qu'il faudrait le faire et je verrais très bien une socialisation qui serait incluse dans une internationalisation, et même avec notre industrie lourde, et même avec l'industrie lourde belge et anglaise. Si on veut faire l'Europe, c'est ça qu'il faudra faire.

F.-P. : C'est mon avis depuis 1931, j'ai lancé cette formule. Je crois que vous ne ferez pas l'Europe qu'il faut faire, car elle changera les horizons et elle fera peur aux Russes ; vous ne pouvez pas faire l'Europe politique sans une assise économique et l'assise économique de l'Europe, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire établissement d'un plan rationnel et concerté d'exploitation de cette Europe au point de vue de ses richesses, c'est-à-dire le blé, le charbon, le bois, l'énergie, le pétrole ; vous êtes donc obligés de faire une espèce de conseil international du charbon, un conseil international du blé, ce qui fait que ces différents pays disent : ma récolte sera de tant, la mienne sera de tant, j'aurai un excédent que j'envverrai à la Belgique ; l'Angleterre, je lui donnerai telle partie de telle production, nous achèterons au meilleur prix, soit chez les Américains, soit chez les Argentins, selon les conditions qu'ils nous feront. C'est ça l'Europe, c'est ça l'Europe de l'avenir. C'est une espèce de dirigisme international, mais indispensable. Si vous ne faites pas ça, vous ne ferez pas l'Europe, parce que si vous ne faites pas ça, vous laisserez place à la concurrence sauvage; c'est-à-dire que vous vous entretenez pendant que les Russes attendront que vous soyez démolis assez pour qu'ils n'aient plus qu'à vous donner une pichenette.

V.A. : Oui, moi je ne verrais pas d'inconvénients à une socialisation qui serait incluse dans une internationalisation des industries lourdes.

F.-P. : Il est certain que si vous internationalisez la Ruhr, vous serez obligé de mettre le bassin lorrain dans le coup, et le bassin belge et même les Anglais, et alors vous aurez un charbon qui arrivera à un prix à peu près unique dans ces différents pays, et qui se vendra à l'extérieur à un prix fixé d'un commun accord par les divers pays.

V.A. : Pourquoi pas ? Je suis comme vous, si on ne fait pas ça, on ne résoudra pas le problème de la sécurité, le problème de la coopération économique et, donc, le problème de la coopération politique.

F.-P. : Je suis tout à fait d'accord, mais quand vous agitez ces idées, qui chez moi sont très anciennes, aujourd'hui vous voyez les gens qui se lèvent et qui vous disent : trust, et vous voyez les Américains qui vous disent : « Cartellisation, et nous sommes anti-trusts, anti-cartels », sauf aux Etats-Unis. Il faut écarter ce mot qui trouble, qui est un slogan, le trust est la mainmise sur une série de productions pour en élever les prix, etc. Là, ce n'est pas ça : c'est l'administration concertée d'industries qui, au lieu d'être concurrentes, doivent devenir associées : à partir du moment où vous avez fait cela, l'union douanière est faite.

V.A. : En tout cas, ce sont des questions qu'il va falloir étudier de très près, mais auxquelles nous n'échapperons pas ; vous savez, je suis bien content d'avoir pu parler de tout cela avec vous.

F.-P. : Mais non, nous n'y échapperons pas, et nous allons trop lentement. Nous perdons du temps, les choses vont plus vite que nous ne pensons, nous sommes en retard sur les choses.

V.A. : Vous restez là encore quelques jours ?

F.-P. : Non, je m'en vais après-demain, car il faut que je sois là-bas après-demain, pour le 1^{er} janvier, pour pouvoir vous envoyer un télégramme.

V.A. : Oui, cher monsieur, je l'attends.

Après notre conversation dans mon cabinet, nous continuons à bavarder avec François-Poncet dans le bureau de Forgeot, et, comme il me parle de la visite en Allemagne de Patrick, d'Anderson, etc., je lui dis qu'en réalité le fait que les Américains fassent des mamours aux Allemands donne à ceux-ci un regain d'orgueil. On recommence l'erreur qui a été commise en 1920, 1921. Au lieu d'avoir une politique commune en face de l'Allemagne, on se dispute et on paraît rechercher ses faveurs. Elle se joue de tous et, le jour où elle se sentira suffisamment puissante, elle se tournera vers les Russes. Il faut absolument cesser de se chamailler les uns les autres, avoir une politique commune, et la lui appliquer nettement sans qu'elle connaisse nos divergences.

François-Poncet me dit qu'il faudra tout spécialement le signaler aux Anglais, car c'est surtout eux qui

recommencent les erreurs de l'autre après-guerre.

Précisément je compte le leur dire.